

par les Papes et qui seuls offrent aux peuples de solides garanties de justice et de paix. Le monde traverse une crise intellectuelle très grave. Nous ne pourrons y faire face qu'en fortifiant, à la lumière des doctrines de la sainte Église catholique, les centres d'enseignement d'où la pensée des maîtres rayonne sur les élèves, et, par eux, sur les esprits qui jouent un rôle éminent dans la société.

L'œuvre du développement universitaire s'impose donc, par son importance à la sympathie de tous, et elle réclame tous les concours.

Notre gouvernement provincial vient de faire à l'Université de Montréal, érigée récemment en institution autonome, un don princier. Tout nous porte à croire qu'il ne se montrera pas moins généreux vis-à-vis de la plus ancienne université catholique du Canada qui a porté, la première, sur ses épaules le fardeau de notre enseignement supérieur.

Mais c'est à vous, Nos Très Chers Frères, clergé et fidèles, que nous nous adressons présentement ; et c'est votre charité bien connue que nous venons solliciter dans l'intérêt de notre université québécoise dont nous apprécions si hautement les services, et que nous considérons comme l'un des plus puissants boulevards de notre religion et de notre nationalité.

Les progrès de l'Université Laval nous intéressent tous. La cause qu'elle représente est notre cause à tous. Ses portes sont ouvertes à tous ceux de nos compatriotes que leurs goûts, leurs dispositions, poussent vers les hautes études. Et il n'est, de fait, dans tout l'archidiocèse aucune paroisse qui n'ait eu déjà la joie de compter, ou qui ne puisse voir figurer un jour parmi les élèves de Laval quelques-uns de ses fils les mieux doués.

Clercs et laïques, riches et pauvres, tous, Nos Très Chers Frères, qui que nous soyons, nous devons avoir souverainement à cœur que l'Université Laval grandisse. C'est par la supériorité dans tous les domaines, surtout dans le domaine religieux et intellectuel, que le peuple canadien-français pourra répondre à sa vocation et prendre une part prépondérante dans la préparation des destinées canadiennes. Voulons-nous pour notre société, dans l'Église et dans l'État, des chefs de haute valeur, capables d'affronter les plus redoutables problèmes de l'avenir ? Fournissons à ceux qui sont chargés de répandre autour d'eux l'instruction et de nous former des hommes, les moyens de mener à bien une si noble tâche. Voulons-nous des prêtres dont le savoir honore l'Église, des professionnels qui méritent notre confiance, des savants de toutes sortes dont les travaux et la compétence contribuent à relever l'agriculture, à activer le commerce et l'industrie sous toutes leurs formes les plus utiles ; voulons-nous des philosophes, des historiens et des lettrés qui, dans des écrits